
La situation économique et financière de l'Iran

Alors que la levée des sanctions renforcées intervenue le 16 janvier 2016 n'avait pas eu le temps de produire ses effets sur l'année budgétaire 2015/2016 (21 mars 2015 / 20 mars 2016) qui s'est achevée sur une croissance négative (-1,6%), l'année 2016/2017 a été celle du rebond. D'après les dernières estimations du FMI, la croissance du PIB en volume s'est en effet établie à 12,5 % au terme de cet exercice. Ce net regain de l'activité est essentiellement imputable à la reprise plus rapide qu'attendu de la production et des exportations de pétrole brut qui ont quasiment retrouvé leur niveau d'avant sanctions. Il devrait se traduire, dans un contexte de hausse du prix du baril, par une consolidation de l'excédent du compte courant et par une réduction du déficit budgétaire d'ici la fin de l'exercice 2017/2018. L'inflation a poursuivi son mouvement de reflux amorcé en 2013 et est demeurée sous la barre des 10% en 2016/2017.

Une économie dépendante aux hydrocarbures et dominée par le secteur public et parapublic

Avec un PIB de 404 Mds USD en 2016, l'Iran se situait au 29e rang des économies mondiales. Ses 80 millions d'habitants (dont 41% de moins de 25 ans et 73% d'urbains) en font le premier marché du Moyen-Orient par la taille. Le PIB par habitant était de 5000 USD en 2016 (19 300 USD en parité de pouvoir d'achat) et l'indice de développement humain de 0,774 (69e rang mondial).

La dépendance de l'économie iranienne au secteur des hydrocarbures reste forte : l'Iran est le 3e producteur de pétrole de l'OPEP derrière l'Arabie Saoudite et l'Irak et le 3e producteur mondial de gaz derrière les Etats-Unis et la Russie (l'essentiel de sa production gazière est destinée à son marché domestique). Elle va cependant décroissant : la contribution du secteur des hydrocarbures au PIB était ainsi stable à 15% en 2015, alors qu'elle atteignait 28% 10 ans auparavant ; la part des hydrocarbures dans les recettes d'exportations et les revenus de l'Etat est passée respectivement de 80% à 64%, et de 55% à moins de 40% entre les exercices 2011/2012 et 2016/2017.

Le secteur public et parapublic représenterait encore 70 à 80% du PIB.

Après une période de récession, puis de stagnation, l'économie iranienne est entrée dans une phase de reprise grâce au très net rebond des exportations de brut rendu possible par la levée des sanctions

Sous l'effet des sanctions renforcées mises en place à partir de 2012 (plafonnement des exportations de brut iranien à 1 M de b/j), l'Iran a connu une contraction cumulée de son PIB réel de 8,0% sur les exercices 2012/2013 et 2013/2014. Après un éphémère rebond en 2014/2015 (+3,2%), la croissance a été de nouveau négative (-1,6%) en 2015/2016.

A contrario, l'année 2016/2017 a été celle du rebond. Selon les dernières estimations du FMI, la croissance du PIB en volume se serait en effet établie à 12,5% en année pleine. Ce regain d'activité serait essentiellement imputable à la reprise plus rapide qu'attendu de la production et des exportations de pétrole brut. En glissement annuel, elles ont progressé respectivement de 23% à 3,5 M de b/j et de 84% à 2 M de b/j sur l'année 2016, et de 9% à 3,8 M de b/j et de 11% à 2,2 M de b/j sur les onze premiers mois de 2017. Elles ont renoué avec leur niveau d'avant sanctions.

La reprise actuellement à l'œuvre pourrait perdre en intensité à mesure que la production pétrolière se rapproche de son plafond théorique en l'absence d'investissements étrangers (même si le contrat récemment signé par Total pourrait susciter un effet d'entraînement à moyen terme), alors même que le secteur non

pétrolier ne constitue pas un relai de croissance tout à fait pérenne à ce stade. Le FMI prévoit en effet que la croissance décélère à 4,2% au terme de l'exercice 2017/2018.

L'inflation a reflué sous le barre des 10%, mais l'unification des taux de change reste à faire

La maîtrise de l'inflation demeure le plus grand succès de l'administration Rohani sur le plan économique. Ramenée de 34,7% en 2013/2014 à 9,0% en 2016/2017, elle devrait atteindre 9,9% au terme de l'exercice 2017/2018. Ces bons résultats, qui tiennent pour l'essentiel à une plus grande maîtrise de la dépense publique, ont ouvert la voie à une politique monétaire plus accommodante (abaissement de 700 pdb du taux de rémunération des dépôts depuis 2013 ; ces derniers sont actuellement de l'ordre de 15%).

Depuis la mise en place des sanctions renforcées, deux taux de change coexistent en Iran : un taux de change officiel fixé par la Banque centrale et utilisé pour l'importation de biens de première nécessité, et un taux de change libre, régi par les règles du marché, où s'effectuent l'essentiel des transactions. Après avoir perdu près de 60% de sa valeur par rapport au dollar sur le marché libre suite à l'introduction des sanctions renforcées, le rial a connu une relative stabilisation de sa parité par rapport aux devises à compter du printemps 2013. Pour autant, le dévissage de la devise iranienne par rapport au dollar constaté sur les 4 derniers mois de 2016 (-10%) a contribué à retarder l'unification des deux taux change (dont l'écart moyen est demeuré proche de 15% sur l'année 2016 et de 17% sur l'année 2017), désormais escomptée d'ici la fin de l'exercice en cours (mars 2018).

La situation des comptes externes s'est nettement consolidée sur la période récente

La position extérieure de l'Iran n'inspire pas d'inquiétude. Le solde du compte courant, qui s'était mécaniquement érodé (tout en restant en territoire positif) lors des deux exercices précédents sous le double effet du plafonnement des exportations de pétrole et de la baisse des prix du brut, s'est nettement redressé sur la période récente, passant de 2,4% en 2015/2016 à 4,1% en 2016/2017 . Il devrait atteindre 5,1 % du PIB en 2017/2018.

La dette externe (équivalente à 2,3% du PIB prévisionnel à fin octobre 2017) devrait demeurer dans cet étiaje à horizon 2018, alors même qu'à fin mars 2017 le FMI estimait les avoirs extérieurs de la Banque centrale à 104 Mds USD, soit l'équivalent de 14,5 mois d'importations.

En revanche, les concours extérieurs que l'Iran entend mobiliser pour financer la modernisation de son économie ne sont ni à la hauteur des attentes, ni à la mesure des besoins. Les investissements de portefeuille restent marginaux alors que les flux d'IDE demeurent également réduits à la portion congrue compte tenu notamment des réticences des banques de premier plan à se réengager sur l'Iran.

Le déficit budgétaire s'est creusé, mais il demeure dans des proportions raisonnables et devrait entamer un mouvement de repli au terme de l'exercice en cours

Alors qu'il engrangeait régulièrement des excédents budgétaires jusqu'au début des années 2010, l'Iran a vu le solde de ses comptes internes passer en territoire négatif à partir de 2012. Si le déficit budgétaire est resté contenu, il est allé croissant atteignant respectivement 1,1%, 1,8% et 2,6% du PIB sur les 3 derniers exercices en raison du relâchement du prix du pétrole. Selon les dernières prévisions du FMI, il devrait se résorber partiellement à hauteur de -2,2% du PIB au terme de l'exercice 2017/2018 sous le double effet de la progression des quantités de brut exportées et de la hausse du prix du baril.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.